



## CHAPITRE 99

## CHAPTER 99

Loi modifiant la charte de la ville d'Anjou    An Act to amend the charter of the town of Anjou

[Sanctionnée le 5 mars 1959]

[Assented to, the 5th of March, 1959]

Préam-  
bule.

**A**TTENDU que la ville d'Anjou, dans le district de Montréal, a, par sa pétition, représenté:

Qu'il est nécessaire de modifier sa charte, la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 114, modifiée par la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 100, afin de lui accorder de nouveaux pouvoirs pour la bonne administration des affaires de la ville;

Que la ville d'Anjou est une nouvelle ville qui a passé en deux ans d'une population de deux mille (2,000) âmes à près de six mille (6,000) âmes;

Qu'elle se développe rapidement en centre urbain et industriel;

Que la construction, tant domiciliaire que commerciale et industrielle, y est très active, et s'accroîtra davantage dans toute l'étendue de son vaste territoire;

Que pour sa bonne administration, son développement harmonieux et pour le bénéfice de ses contribuables actuels et futurs, elle a besoin de pouvoirs plus étendus;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'article 108 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

**W**HEREAS the town of Anjou, in the district of Montreal, has, by its petition, represented;

That it is necessary to amend its charter, the act 4-5 Elizabeth II, chapter 114, amended by the act 6-7 Elizabeth II, chapter 100, so as to grant it new powers for the proper administration of the affairs of the town;

That the town of Anjou is a new town and its population has increased in two years from two thousand (2,000) to nearly six thousand (6,000) souls;

That it is rapidly becoming an urban and industrial centre;

That building, both residential and commercial and industrial, is very active there, and will increase throughout the whole of its extensive territory;

That for its good administration and orderly development and for the benefit of its present and future ratepayers, it needs more ample powers;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Section 108 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

Preamble.

S.R.,  
c. 233,  
a. 108,  
remp.  
pour la  
ville.

R.S.,  
c. 233,  
s. 108,  
replaced  
for town.

Gérant.

"**108.** Nonobstant toute loi inconciliable, le conseil peut, par résolution, nommer un officier appelé "gérant", qui sera l'officier exécutif de la municipalité, et aura pour fonctions de surveiller et de diriger, sous le contrôle du maire et du conseil, les affaires de la municipalité et les travaux qu'elle fait exécuter; ce gérant devra être citoyen canadien."

S.R.,  
c. 233,  
a. 185,  
am. pour  
la ville.

**2.** L'article 185 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Dépôt.

"**185.** La somme de deux cents dollars (\$200.00), en monnaie pouvant servir à des offres réelles ou en billets d'une banque légalement constituée et faisant des opérations au Canada, ou un chèque pour cette somme tiré sur une banque de ce genre et accepté par elle, doit être déposé entre les mains de l'officier-rapporteur lorsque le bulletin de présentation lui est remis."

S.R.,  
c. 233,  
a. 427,  
am. pour  
la ville.

**3.** L'article 427 de la Loi des cités et villes, modifié, pour la ville, par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 114, est de nouveau modifié, pour la ville,

a) en remplaçant le paragraphe 26°, par le suivant:

Conduites  
privées,  
etc., à la  
charge  
du pro-  
priétaire.

"26° Pour prescrire, nonobstant toute disposition législative à ce contraire, que la construction des conduites privées, entrées d'eau, d'égout, ainsi que leur raccordement avec les conduites publiques et leur entretien, devront se faire aux frais du propriétaire, le coût de réfection de la rue, du pavage et du trottoir s'il y a lieu, faisant partie desdits frais.

Exécution  
par la  
ville.

Tous les travaux dans la rue seront exécutés par la ville ou avec le permis de la ville et sous la surveillance de son préposé, aux frais du propriétaire, qui devra déposer une somme fixée par le conseil pour assurer le paiement immédiat du coût total.

Manière,  
etc.

Pour prescrire la manière, les matériaux et l'époque de leur construction et des raccordements. Pour décréter que le coût total de ces travaux constituera contre la propriété une charge au même rang que la taxe foncière et pouvant être perçue de la même manière.

"**108.** Notwithstanding any inconsistent act, the council may, by resolution, appoint an officer, called "manager", who shall be the executive officer of the municipality and whose duties shall be to supervise and direct under the control of the mayor and council the affairs of the municipality and the work it causes to be carried out; such manager must be a Canadian citizen."

Manager.

**2.** Section 185 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by replacing the first paragraph by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 185,  
am. for  
town.

"**185.** The sum of two hundred dollars (\$200.00), in legal tender or in the bills of any chartered bank doing business in Canada, or a cheque for such sum drawn upon and accepted by any such bank, shall be deposited in the hands of the returning-officer at the time the nomination-paper is filed with him."

Deposit.

**3.** Section 427 of the Cities and Towns Act, amended, for the town, by the act 4-5 Elizabeth II, chapter 114, is again amended, for the town,

R.S.,  
c. 233,  
s. 427,  
am. for  
town.

a. by replacing paragraph 26, by the following:

"26. To prescribe, notwithstanding any contrary legislative provision, that the construction of private conduits, water intakes, sewers, as well as their connection with the public conduits and their maintenance, shall be done at the expense of the owner; the cost of repairing the street, pavement and sidewalk, if necessary, forming part of the said expenses.

Private  
conduits,  
etc., at  
the ex-  
pense of  
owner.

All works in the street shall be performed by the town or with a permit from the town and under the supervision of its representative, at the cost of the proprietor who must deposit a sum fixed by the council to ensure the immediate payment of the total cost.

Perform-  
ance  
by town.

To prescribe the manner of, the materials and time for their construction and connection. To order that the total cost of such works shall constitute a charge upon the property, of the same rank as the real estate tax, and may be collected in the same manner.

Manner,  
etc.

Soupapes  
de sûreté.

Pour obliger tout propriétaire d'immeubles à y installer une soupape ou autre dispositif de sûreté afin d'empêcher tout refoulement des eaux d'égout. La municipalité n'est pas responsable de dommages provenant d'inondations occasionnées par le défaut d'installation de soupapes ou autres dispositifs de sûreté selon un règlement fait en vertu du présent paragraphe.”;

b) en remplaçant le paragraphe 28°, par le suivant:

Drainage  
des ter-  
rains.

“28° Pour faire ouvrir, creuser, élargir, canaliser, couvrir et entretenir tout fossé nécessaire à l'égouttage, fossé de ligne, fossé mitoyen ou cours d'eau situé dans la municipalité, selon que le conseil le juge utile, et de plus, lorsque situé dans la municipalité, en prescrire la direction, en changer le site, pour le rapprocher de la ligne de division des propriétés, en amener les eaux dans les égouts de la ville, même si tel fossé ou cours d'eau a été l'objet d'un procès-verbal et est situé sur la propriété privée ou sur la propriété publique; pour payer le coût de ces travaux, en totalité ou en partie, à même les fonds généraux de la ville ou par le produit d'une taxe spéciale imposée sur les immeubles que le conseil juge devoir en bénéficier; pour déterminer la répartition de cette taxe, soit en raison de l'évaluation, de la superficie ou du front de ces terrains, ou autrement.

Charge  
contre  
propriété.

Le coût ou la répartition du coût des travaux constituera une charge contre les propriétés au même rang que la taxe foncière et recouvrable de la même façon.”

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la ville.

4. L'article 429 de la Loi des cités et villes, modifié, pour la ville, par les articles 20, 21 et 22 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 114, est de nouveau modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 1°a, le suivant:

Rues, etc.,  
déclarées  
propriété  
de la ville.

“1°b Les rues, chemins publics actuellement ouverts à l'usage du public dans les limites de la ville sont censés être des rues et chemins publics et la propriété de la ville sur toute leur superficie et toute réclamation et droit d'action de propriété du fonds de terrain ou de l'assiette est absolument éteint et prescrit, s'il n'a pas été exercé par action inten-

Safety  
device.

To oblige every owner of an immovable to instal a check-valve or other safety device therein in order to prevent any back-flow of sewage. The municipality shall not be liable for damages from flooding occasioned through failure to instal check-valves or other safety devices pursuant to a by-law made under this paragraph 26.”;

b. by replacing paragraph 28, by the following:

Drainage  
ditches,  
etc.

“28. To cause to be opened, dug, enlarged, canalized, covered and maintained, any ditch necessary for drainage, boundary or division ditch or water-course situate in the municipality as the council may deem advisable, and moreover, when situated in the municipality, to direct the flow, to bring it nearer the division line of properties, change the site or bring the water into the town's sewers, even if such ditch or water course has been regulated by a procès-verbal, and whether situated on private or public property; to pay the cost of such works, in whole or in part, out of the general funds of the town, or by levying a special tax on all immoveables which the council considers will benefit by such works; and to determine how such tax shall be apportioned, either according to the valuation, the area or the frontage of the lots, or otherwise.

The cost or the apportionment of the cost of such works shall constitute a charge upon the property of the same rank as the real estate tax, and may be collected in the same manner.”

Charge  
upon pro-  
perty.

4. Section 429 of the Cities and Towns Act, amended, for the town, by sections 20, 21 and 22 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 114, is again amended, for the town, by adding after paragraph 1a, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 429,  
am. for  
town.

“1b. The streets, public roads now open for the use of the public within the limits of the town shall be deemed to be public streets and roads and the property of the town for their whole extent, and every claim and right of action for the ownership of the land or roadbed shall be absolutely extinguished and prescribed, if they are not exercised by suit brought

Streets,  
etc., de-  
clared  
town pro-  
perty.

tée devant une cour de justice compétente dans l'année de la sanction de la présente loi qui devra être publiée durant deux semaines dans l'année, à intervalle de six (6) mois, en français dans un journal français et en anglais dans un journal anglais du district de Montréal ainsi que dans la *Gazette officielle de Québec*."

S.R.,  
c. 233,  
a. 553a,  
aj. pour  
la ville.

**5.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 553, le suivant:

Adjudi-  
cations et  
ventes  
déclarées  
légalés et  
valides.

"**553a.** Sont par les présentes déclarées légales et valides à toutes fins que de droit les adjudications et ventes pour taxes faites en 1943 *super non domino* par le conseil de comté d'Hochelaga des lots suivants: 110, 111, 112, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 435, 436 et 437 de la subdivision du lot originaire numéro 423, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, situés dans le territoire de la ville d'Anjou, et toutes réclamations et droits d'action de propriété quant à ces lots ou parties de lots sont absolument éteints et prescrits s'ils n'ont pas été exercés par action intentée devant une cour de justice de juridiction compétente dans l'année suivant la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et en français dans un journal français et en anglais dans un journal anglais du district de Montréal, d'un avis de la sanction de la présente loi reproduisant le présent article."

Plan  
déclaré  
nul.

**6.** Le plan général de La corporation de la paroisse Saint-Léonard-de-Port-Maurice, fait et préparé par F. C. Laberge, arpenteur-géomètre, en date du 2 décembre 1914, est déclaré nul, non valide et non obligatoire pour la ville, pour les propriétaires intéressés et pour toutes autres personnes.

Antennes  
de T.V.

**7.** La ville peut, par règlement adopté par son conseil, et sans autre formalité,

before a competent court of justice within one year from the sanction of this act, which must be published during two weeks during the year, at an interval of six (6) months, in French in a French newspaper and in English in an English newspaper of the district of Montreal and also in the *Quebec Official Gazette*."

**5.** The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 553, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 553a,  
added  
for town.

"**553a.** The adjudications and sales for taxes made in 1943 *super non domino* by the county council of Hochelaga, of lots 110, 111, 112, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 435, 436 and 437 of the subdivisions of original lot number 423 on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, within the territory of the town of Anjou, are hereby declared legal and valid for all legal purposes, and every claim and right of action for the ownership of such lots or portions of lots shall be absolutely extinguished and prescribed, if they have not been exercised by suit brought before a court of competent jurisdiction within one year following the publication in the *Quebec Official Gazette*, and in French in a French newspaper and in English in an English newspaper of the district of Montreal of a notice of the sanction of this act containing a reproduction of this section."

Adjudi-  
cations  
and sales  
declared  
legal and  
valid.

**6.** The general plan of The corporation of the parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice, made and prepared by F. C. Laberge, land-surveyor, under date of the 2nd of December, 1914, is declared null invalid and not binding on the town, the proprietors concerned and all other persons.

Plan  
declared  
null.

**7.** The town, by by-law adopted by its council, and without any other form-

T.V.  
aerials.



règlementer les antennes de télévision pour les maisons de plus d'un logement quant à leur hauteur, leur emplacement, leur forme et leur nombre.

ality, may regulate television aerials for houses of more than one tenement as to their height, position, shape and number.

Création  
d'un fonds  
industriel  
autorisée.

**8.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, La corporation de la ville d'Anjou est autorisée à créer un fonds industriel d'un montant n'excédant pas deux cent mille (\$200,000.00) dollars, pourvu que le règlement décrétant la création de ce fonds ait reçu toutes les approbations requises par la loi, le conseil de la ville est autorisé, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, à faire un ou des emprunts dont le total n'excèdera pas deux cent mille (\$200,000.00) dollars pour acquérir à l'amiable ou par expropriation, construire, entretenir, vendre ou louer, des immeubles qui serviront en tout ou en partie, à des fins municipales ou industrielles, et pour consentir, à même le fonds industriel, des prêts hypothécaires pour l'établissement d'industries qui seront à l'avantage de toute la population.

**8.** Notwithstanding any general law or special act to the contrary, The corporation of the town of Anjou is authorized to establish an industrial fund in an amount not exceeding two hundred thousand (\$200,000.00) dollars, provided that the by-law ordering the establishment thereof have received all the approvals required by law; the council of the town is authorized, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, to effect one or more loans the total of which shall not exceed two hundred thousand (\$200,000.00) dollars, to acquire by agreement or by expropriation, erect, maintain, sell or lease immovables to be used, in whole or in part, for municipal or industrial purposes, and to make, out of such industrial fund, hypothecary loans for the establishment of industries calculated to benefit the whole population.

Creation  
of industrial  
fund  
authorized.

Vente ou  
location.

La ville est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles, aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles, payé par la ville, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant le service de la dette sur le ou lesdits emprunts contractés pour l'acquisition ou l'érection desdits immeubles.

The town is authorized to sell or lease the said immovable or immovables upon such conditions as it shall determine, provided that the selling price be not less than the cost of the said immovables, paid by the town, and that the rental price be not less than the amount representing the service of the debt on the loan or loans contracted for the acquisition or erections of the said immovables.

Sale or  
lease.

Emploi  
des  
sommes  
perçues.

Tout l'argent provenant de ces ventes ou louages devra être employé à l'extinction des obligations contractées par la ville à ce sujet, et au paiement du capital et des intérêts et des autres dépenses et frais légitimes occasionnés à ce sujet, y compris les dépenses d'entretien et d'amélioration des bâtisses et terrains acquis en vertu des présentes dispositions. Le surplus de cet argent devra être déposé dans un fonds spécial dont l'utilisation partielle ou complète sera soumise à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

Any money derived from such sales or leases shall be used to extinguish the liabilities incurred by the town in the premises and to pay the principal, interest and other legitimate expenses and costs incurred in that respect, including expenses to maintain and improve the buildings and lands acquired under these provisions. The surplus of such money shall be deposited in a special fund the use of which, in whole or in part, shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission.

Use of  
sums col-  
lected.

Garantie.

La ville devra exiger que tout prêt consenti par elle en vertu des présentes dispositions, soit garanti par première

The town shall require that any loan it may grant under these provisions be secured by first hypothec on the lands

Security.

hypothèque sur les terrains et les bâtisses, et aussi sur la machinerie, laquelle pourra garantir la créance de la ville à l'égard des immeubles.

Acquisition pour protection de créance.

Advenant le cas où la ville serait obligée de protéger sa créance, elle pourra acquérir les immeubles hypothéqués en sa faveur, de même que la machinerie, et ensuite, les revendre ou louer; le prix de revente ou de location devra être approuvé par la Commission municipale de Québec et sera consacré uniquement au remboursement de l'emprunt, sauf si la Commission municipale de Québec permet d'en disposer autrement.

Pouvoir d'emprunt non affecté.

Le ou les emprunts pour les fins du fonds industriel n'effectueront pas le pouvoir d'emprunt de La corporation de la ville d'Anjou pour des fins municipales.

S.R., c. 233, a. 522, am. pour la ville.

9. L'article 522 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant l'alinéa suivant à la fin:

Restriction.

"Le présent article cesse de s'appliquer à ces terres et constructions dès qu'elles font l'objet d'une vente ou promesse d'achat ou de vente ou autre titre d'aliénation ou de disposition à une personne ou corporation dont la principale occupation antérieure n'est pas la culture du sol ou qui n'y exerce pas elle-même la culture du sol."

Construction de logements salubres.

10. La ville est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tous terrains ou immeubles quelconques nécessaires pour la réalisation d'un plan de construction de logements salubres et à démolir les habitations jugées insalubres, dangereuses ou de la nature d'un taudis qu'elle aura ainsi acquises, préparer l'emplacement des nouvelles constructions, faire construire des maisons dont les plans auront été acceptés par le conseil et y aménager les services d'utilités publiques.

Titres.

La ville pourra détenir des titres sur lesdites propriétés, soit seule, soit conjointement avec les gouvernements supérieurs ou toute commission gouvernementale, provinciale ou fédérale, ou tout autre propriétaire.

Mutations.

La ville pourra disposer des terrains acquis et des constructions nouvelles en les hypothéquant, les vendant, les louant,

and buildings and also on the machinery, which may secure the claim of the town as regards the immoveables.

If the town should be obliged to protect its claim, it may acquire the immoveables hypothecated in its favour as well as the machinery, and subsequently resell or lease the same; the resale price or rent must be approved by the Quebec Municipal Commission and shall be used solely for the repayment of the loan, unless the Quebec Municipal Commission permits it to be otherwise disposed of.

Acquisition to protect claim.

Such loan or loans for the purposes of the industrial fund shall not affect the borrowing power of The corporation of the town of Anjou for municipal purposes.

Borrowing power not affected.

9. Section 522 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding at the end, the following paragraph:

R.S., c. 233, s. 522, am. for town.

"This section shall cease to apply to such lands and buildings as soon as they are the subject of a sale or promise of purchase or sale or of any other written agreement of alienation or disposal to any person or corporation whose principal occupation theretofore was not the cultivation of the soil or who or which does not himself or itself cultivate the soil thereon."

Restriction.

10. The town is authorized to acquire by mutual agreement or by expropriation all lands or any immoveables needed for the carrying out of a plan for the construction of sanitary dwellings, and to demolish dwellings deemed unsanitary, dangerous or akin to slums which it will have thus acquired, prepare the site for new constructions, have houses built the plans of which shall have been accepted by the council and fit up services of public utilities.

Construction of sanitary dwellings.

The town may hold titles on said properties, either alone or jointly with the higher governments or any government commission, provincial or federal, or any other proprietor.

Titles.

The town may dispose of acquired lands and of new constructions in mortgaging, selling or renting them, alone or jointly

Mutations.

seule ou conjointement avec tout autre propriétaire ci-dessus désigné.

Emprunt.

A ces fins, la ville pourra emprunter, en suivant les formalités des règlements d'emprunt, une somme ne dépassant pas trois cent mille (\$300,000.00) dollars.

with any other proprietor above mentioned.

For such purposes, the town may borrow, in complying with the formalities governing loans, a sum not exceeding three hundred thousand (\$300,000.00) dollars.

Entrée en vigueur.

**11.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**11.** This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.